



Secrétariat Général  
Département Technique

---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### **MARCHE N°2025-10**

**Remplacement de deux groupes froids et installations de  
climatisations au sein de l'ÉNAP**

#### Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet le remplacement de deux groupes froids situé l'un sur le bâtiment d'enseignement et l'autre sur le bâtiment de simulation de l'École Nationale d'Administration Pénitentiaire (Énap) située à Agen (47).

La prestation comprend notamment :

- La dépose des deux groupes froids existants et leurs périphériques hydrauliques et électriques
- La fourniture, pose et raccordement des deux nouveaux groupes froids et de leurs périphériques hydrauliques et électriques
- Electricité courant fort et courant faible pour l'alimentation électrique des équipements et des régulations associées.
- Le grutage pour la dépose et repose des équipements ;

Le présent marché comprend également une opération de mise en place de groupes de production VRV réversible rafraîchissement et chauffage dans les 4 dojos non encore équipés, situé au sein du gymnase de l'École.

#### Article 2. Caractéristique du marché

Le présent marché est soumis au code de la commande publique ainsi qu'aux règles du *nouveau* cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (arrêtés du 30 mars 2021 publiés au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021).

Il se présente sous la forme d'une procédure adaptée conformément à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché forfaitaire.

#### Article 3. Contenu des prestations attendues

Le contenu détaillé des prestations attendues du titulaire figure dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

#### Article 4. Durée du marché

Le présent marché démarre à compter de sa date de notification et s'achève à la fin des travaux au plus tard le 15 décembre 2025.

#### Article 5. Décomposition en lots

Le présent marché est composé de deux lots présentés ci-dessous :

Lot	Description
1	Remplacement du groupe froid sur le bâtiment enseignement et du groupe froid sur le bâtiment simulation
2	Installation de groupes de production VRV dans les 4 dojos situés dans le gymnase

#### Article 6. Décomposition en tranche

Sans objet.

## **Article 7. Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **Article 8. Pièces constitutives du marché**

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement (ATTRI1) et le DPGF du lot concerné, daté et signé ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP du lot 1 ou du Lot 2) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (arrêtés du 30 mars 2021 publiés au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
5. Les cahiers des clauses techniques générales (C.C.T.G) applicables aux marchés publics de travaux ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du marché ;
6. L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles ;

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## **Article 9. Groupement**

Le présent marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Dans le cas d'un groupement d'entreprise, il est spécifiquement précisé que ce groupement est solidaire. Chaque membre reste financièrement responsable de l'ensemble du présent marché, ainsi que de son exécution.

Le groupement désigne un mandataire représentant le groupement auprès de l'Énap et coordonnant l'ensemble des prestations demandées. A cette fin, les membres groupement habilitent le mandataire par le biais de la lettre de candidature modèle Cerfa DC1.

Les membres d'un groupement ne peuvent répondre au présent marché qu'en cette qualité seule. Ils ne peuvent pas y répondre également en qualité de candidat individuel, ni en qualité de membre d'un autre groupement.

## **Article 10. Sous-traitance**

La sous-traitance du marché est autorisée conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies aux articles R. 2193-1 et suivants de la partie réglementaire du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial (DC4) :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une exclusion de plein droit de la procédure de passation visée aux articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1 et 2, L. 822 – 3 et 5, L. 8254, L. 8231-1 du code du travail.

Les modalités de paiement du sous-traitant sont encadrées par les articles R. 2193-1 et suivants de la partie réglementaire du code de la commande publique.

## **Article 11. Modalités d'exécution et financières**

### **11.1 Information sur la facturation électronique**

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct, doivent obligatoirement adresser leurs factures à l'Énap sous format électronique.

La transmission des factures électroniques se fait à partir du portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire a le choix entre 3 modes de dématérialisation :

1. dématérialisation par échanges de données informatisées (EDI) : la transmission se fait du système d'information du fournisseur vers Chorus Pro, (il est nécessaire de raccorder préalablement le SI facturier du fournisseur au concentrateur Chorus) ;
2. saisie en ligne des factures sur le portail Chorus Pro ;
3. dépôt d'une facture sous le format PDF sur le portail Chorus Pro.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/facturation-electronique>

**Pour permettre au titulaire de se conformer aux obligations qui lui incombent au moment de saisir ses factures sur CHORUS PRO, il lui sera nécessaire de donner les références ci-dessous :**

- **le numéro SIRET de l'Énap : 180 092 199 000 17**
- **le code service : SFACT**
- **le numéro de marché : 2025-10**
- **le numéro d'engagement juridique : ce numéro sera communiqué lors de la notification du marché.**

### **11.2 Modalités de règlement**

**Les travaux sont réglés par mandat administratif après exécution et vérification du service fait.**

Dans le cas d'un groupement, les prestations sont réglées auprès du seul mandataire désigné par le groupement. Il fait son affaire de la répartition de ce règlement entre chaque membre du groupement.

Outre les mentions légales, et conformément à l'arrêté du 5 mai 2021 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique toutes les pièces afférentes au paiement porteront les indications suivantes :

- nom complet et adresse du prestataire/fournisseur et du client ;
- le cas échéant, référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le cas échéant, numéro SIREN ou de SIRET ;
- le cas échéant, numéro d'identification à la TVA de l'assujetti ayant effectué la livraison du bien ou la prestation de services ;
- le cas échéant, numéro d'identification à la TVA du client ;
- pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas le prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires ;
- tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération ;
- date à laquelle est effectuée la livraison des biens ou la prestation de service ;
- taux de TVA appliqué, montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total hors taxe et la taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ;
- en cas de régime particulier, (exonération, autoliquidation ou application de la marge bénéficiaire), la référence à la disposition pertinente de la réglementation EPN sur le territoire duquel est réalisée l'opération ou à la disposition correspondante de la sixième directive TVA. Dans ce cas, les factures sont établies par le prestataire HT.

**Les factures seront libellées à l'adresse ci-dessous :**

**Énap**

**Secrétariat général – services économiques**

**440, avenue Michel Serres – CS 10028**

**47916 AGEN CEDEX 9**

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'École nationale d'administration pénitentiaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Lorsqu'il est imputable à l'administration, le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit et sans autres formalités, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément à la réglementation positive.

### **11.3 Acomptes**

Les travaux qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. La périodicité des acomptes est fixée chaque mois.

Le versement des acomptes est subordonné à la présentation d'une facture et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte, conformément à R. 2191-20 à 22 du code de la commande publique.

Outre les mentions légales, et conformément à l'arrêté du 05 mai 2021 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, toutes les pièces afférentes au paiement porteront les indications suivantes :

- a) le cas échéant, le montant de l'avance versée ;

Pour chacun des éléments suivants, le document fait apparaître le montant des prestations totales réalisées, le détail cumulé des situations antérieures et le détail de l'acompte :

- b) le montant HT en prix de base des travaux effectués ou prestations réalisées dans le cadre du marché initial et des avenants ;
- c) le cas échéant, l'actualisation/révision des prix ;
- d) le cas échéant, le montant des primes et, s'il y a lieu, actualisation/révision ;

- e) le montant de la TVA sur (b+c+d) ;
- f) le montant des travaux effectués ou des prestations réalisées (b+c+d+e) ;

Le document fait également apparaître, le cas échéant, les déductions à opérer :

- g) la retenue de garantie sur travaux effectués ou prestations réalisées TTC hors variation de prix ;
- h) la résorption de l'avance ;
- i) le total à déduire (g+h) ;
- j) la somme globale restant due (f-i) ;
- k) la somme due au(x) sous-traitant(s) ;
- l) la somme revenant au titulaire (j-k) (sous réserve d'application des pénalités) ;
- m) les pénalités de retard applicables au titulaire ;
- n) la somme à verser au titulaire (l-m).

## **Article 12. Détermination des prix**

**Les travaux faisant l'objet du marché sont réglés à prix global et forfaitaire. A cette fin, le candidat remplira l'offre de prix selon la trame jointe. Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.**

Outre les stipulations du présent cahier des charges, le prix forfaitaire comprend :

- Toutes les protections nécessaires et réglementaires pour garantir la sécurité des utilisateurs puisque [les travaux seront réalisés en site occupé.](#)
- L'approvisionnement de tous les matériaux et produits nécessaires, y compris toutes manutentions, stockages, montages
- L'amenée, le montage, le démontage et le repli des échafaudages et agrès de toutes hauteurs nécessaires à l'exécution de ses travaux
- L'amenée, le montage, le démontage d'une grue
- La protection des ouvrages
- La reprise et la réfection des ouvrages dégradés
- Les nettoyages en cours et fin de chantier
- L'évacuation hors du site de tous gravois, emballages, protections
- La remise au maître d'ouvrage des « DOE » en version papier et numérique.

Toutes les actions non prévues dans le chiffrage, mais nécessaires pour livrer un ouvrage conforme à la réglementation et fonctionnel, seront à la charge du titulaire sans supplément de prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre (TVA notamment), frappant obligatoirement la prestation, ainsi que les frais afférents aux frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du titulaire.

## **Article 13. Avance forfaitaire**

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 dudit code.

L'option A de l'article 10.1 du CCAG-Travaux est appliquée.

Le taux de l'avance mentionné à l'article R2191-10 est fixé à 20 %.

En application de l'article R2191-5 du code de la commande publique, le titulaire précise dans l'acte d'engagement s'il renonce au bénéfice de l'avance.

Ce montant n'est ni révisable, ni actualisable. Le taux et les conditions de versement de l'avance sont fixés par le présent marché. Ils ne peuvent être modifiés par avenant.



Le versement de l'avance est subordonné à la présentation d'une facture et interviendra dans un délai de trente jours à compter de la réception de celle-ci.

Le remboursement de l'avance sera imputé sur les sommes dues au titulaire dès le premier acompte.

Ce remboursement devra en outre être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations confiées.

Dans le cas où l'acte d'engagement ne serait pas renseigné, l'acheteur considère que le titulaire refuse l'avance.

#### **Article 14. Pénalités**

Le titulaire s'engage, pendant la durée du marché, à garantir la continuité du service. Il s'engage également à fournir de manière constante une prestation qui respecte en tous points les spécifications fixées au marché ainsi que les engagements qu'il aura pris dans son offre de service.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-travaux relatif aux pénalités, l'Énap décide d'appliquer les pénalités spécifiques suivantes.

##### **14.1 Pénalités relatives au non-respect de la prestation**

Défaut	Pénalité
Non-respect des prescriptions du CCTP et de l'offre	100 € TTC par jour calendaire jusqu'à ce les prescriptions du CCTP et l'offre soient pleinement respectées
Retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux définis et fixés dans le planning d'exécution du marché.	150 € TTC par jour calendaire de retard.

Le constat est formalisé par un courrier ou courriel d'information valant demande d'explications. Le titulaire est invité à faire part de ses observations dans les cinq jours ouvrés suivants. A l'issue, si l'Énap estime que les observations fournies ne permettent pas de justifier le non-respect évoqué, ou à défaut en l'absence d'observation, elle établit une décision de pénalités.

##### **14.2 Pénalités relatives au non-respect du principe d'égalité, de laïcité et de neutralité (article 29 du présent CCAP) :**

Les pénalités relatives au non-respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité sont les suivantes :

Défaut	Pénalité
Non mise en œuvre injustifiée de la politique de respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité sur le site.	2.000 € par non mise en œuvre injustifiée constatée
Non-information injustifiée de l'Énap suite à un incident impliquant un ou plusieurs personnels du titulaire ou un ou plusieurs personnels de ses sous-traitants ou prestataires.	2.000 € par absence d'information injustifiée constatée
Non mise en œuvre injustifiée, suite à un incident, de	2.500 € par non mise en œuvre

mesures adaptées.	injustifiée, suite à un incident, de mesures adaptées
-------------------	--

Le constat est formalisé par un courrier ou courriel d'information valant proposition de pénalités. Le titulaire est invité à faire part de ses observations dans les cinq jours ouvrés suivants. A l'issue, si l'Énap estime que les observations fournies ne permettent pas de justifier le non-respect évoqué, ou à défaut en l'absence d'observation, elle établit une décision de pénalités.

En cas de réitération de l'infraction au cours du marché, le montant de la pénalité est doublé.

#### Article 15. Obligations et responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable d'une manière générale de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non, causés aux biens et/ou aux personnes, par ses biens, ses personnels et/ou toute personne agissant pour son compte, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché. Il est notamment responsable :

- Des dommages causés à l'Énap à l'occasion des prestations objet du présent marché ;
- Des dommages aux biens causés par des dégradations, volontaires ou involontaires, imputables à son personnel, à ses sous-traitants ainsi qu'à toute personne intervenant pour son compte.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, et renonce à tout recours contre l'Énap, excepté en cas de faute ou de malveillance de celle-ci.

#### Article 16. Garanties

Les durées et conditions de garanties (fournitures, fonctionnement et exploitation) sont spécifiées à l'article D1.13 des CCTP (Lot 1 et Lot 2).

#### Article 17. Retenue de garantie

**Une retenue de garantie de 5% (cinq pour cent) du montant TTC** sera appliquée sur le montant de la facture si le titulaire ne fournit pas de garantie à première demande conformément aux articles R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique

Ce taux est ramené à **3% (trois pour cent)** si le marché est conclu avec une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique.

Cette période de garantie est d'une année à compter de la réception des travaux.

#### Article 18. Attestations à fournir avant et au cours de l'exécution des travaux

En application des articles D. 8222-5 et suivants du code du travail, le titulaire remettra à l'Énap, suite à la notification du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, l'ensemble des pièces mentionnées à ces articles. A défaut, l'Énap se réserve le droit de résilier le contrat aux torts du titulaire.

#### Article 19. Reconnaissance des existants

Le candidat est réputé avoir procédé, **lors de la visite préalable du site**, à la reconnaissance des existants.



Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- le métrage,
- l'état et le mode d'occupation des locaux,
- l'état général des existants,
- la connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux,
- la connaissance des possibilités d'installation de matériel,
- toute autre reconnaissance des existants que Le candidat jugerait utile d'effectuer pour avoir la bonne connaissance des ouvrages à rénover.

Le candidat établira donc son offre en tenant compte de tous les éléments qui lui sont apparus lors de cette reconnaissance, notamment tous les travaux préparatoires et autres accessoires éventuellement nécessaires. Le candidat pourra, lors de cette reconnaissance des existants, effectuer tous les essais, sondages et autres vérifications qu'il jugera utile.

Le candidat est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et le prix des travaux à exécuter. Le candidat ne pourra donc arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

#### **Article 20. Exigences techniques réglementaires**

Le prestataire doit respecter :

- Les documents techniques unifiés (DTU) ;
- Les normes AFNOR ;
- Les avis techniques ;
- Les prescriptions de mise en œuvre des fabricants.

Les personnels d'intervention du prestataire sont soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site.

#### **Article 21. Protection et sauvegarde des existants**

Le prestataire devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration si minime soit-elle aux existants.

Dans les locaux non touchés par les travaux mais utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des déchets, les revêtements de sols devront être protégés.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, de prier le prestataire de prendre des mesures de protection complémentaires, à ses frais.

#### **Article 22. Stockage et livraisons sur le chantier**

Aucun matériel ni matériau ne sera stocké en plein air ou exposé aux intempéries, mais placé dans un local non humide, sain et suffisamment ventilé, à la charge de l'entrepreneur.

L'emplacement de ce local et les modalités de stockage seront définis et formalisés, avant le début des travaux, entre l'Énap et le titulaire.

### **Article 23. Nettoyage, lutte contre la pollution et le respect de l'environnement**

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets, gravois et emballages devront être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages rendus nécessaires par l'exécution de son chantier, et restituer les parties ne faisant pas l'objet de ses travaux dans le même état que celui dans lequel il les aura trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par le prestataire des obligations découlant du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, après constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur et mise en demeure préalable. Ces nettoyages seront mis de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier ne puisse émettre aucune réclamation.

Le prestataire est tenu de respecter toutes ses obligations légales et réglementaires concernant la lutte contre la pollution et le respect de l'environnement. Ces obligations portent notamment sur :

- La mise sur chantier, l'utilisation et l'élimination des produits classés dangereux ;
- Le recyclage conforme des emballages et contenants.
- **L'évacuation et le recyclage conforme des matériels déposés**

### **Article 24. Sécurité du chantier – Mesures de sécurité**

Toutes les dispositions réglementaires devront être prises pour assurer la sécurité, notamment en ce qui concerne les échelles, les échafaudages et les nacelles auto-portées. Des protections seront mises en place pour délimiter les zones de chantier, les échafaudages devront comporter tous accessoires de sécurité, plinthes et autres, en conformité avec la réglementation en vigueur.

Un plan de prévention devra être rédigé par l'entrepreneur retenu et transmis à l'ENAP, après attribution du marché et avant tout début d'exécution.

Le titulaire transmettra un listing des intervenants sur site qui sera continuellement mis à jour.

Les intervenants ne pourront accéder dans l'enceinte de l'école sans être muni d'une pièce d'identité et avoir au préalable obtenu un badge d'accès.

Le titulaire s'engage à respecter la charte de sécurité qui lui est transmise par l'ENAP.

#### **Les personnels et le titulaire sont tenus à l'obligation de discrétion.**

Le titulaire désignera l'interlocuteur privilégié et responsable du marché auprès du représentant de l'Énap.

### **Article 25. Force majeure**

La force majeure se définit comme une situation imprévisible, insurmontable et externe au regard des parties empêchant celles-ci d'accomplir leurs obligations.

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Il est expressément convenu que le fait de grève de tout ou partie des personnels du titulaire est exclu de la notion de force majeure et ne saurait à cet égard constituer un motif d'exonération de responsabilité.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en

atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie, dans les plus brefs délais, par tout moyen, doublé d'une lettre traçable, à l'autre partie. Il est alors convenu d'une concertation rapide entre les deux parties afin d'envisager la continuité du service perturbé par l'événement.

Chaque partie supporte les conséquences, notamment financières, directes et indirectes de la survenance d'un événement de force majeure.

#### **Article 26.      Suspension d'activité de l'École**

L'École peut éventuellement faire l'objet d'une décision de suspension de son activité de formation professionnelle, décidée par le Gouvernement ou tout service de l'Etat compétent en la matière, notamment en cas de survenance d'une crise sanitaire majeure, d'une catastrophe naturelle ou industrielle ou d'un événement particulier obérant le fonctionnement normal de l'École.

L'École informe par tout moyen et sans délai le titulaire de la nature de l'événement impactant son fonctionnement normal et – si elle en possède l'information – la durée prévisible de la suspension de son activité.

Dans ce cas de figure, l'École peut décider de suspendre l'exécution du présent marché. Un ordre de service mentionnant la nature de la suspension est notifié dans les meilleurs délais au titulaire par l'École. Pendant la durée de celle-ci, aucune prestation n'est demandée au titulaire. Ce dernier ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de la suspension temporaire du marché et des conséquences de celle-ci.

Lors de la reprise d'activité, L'École informe par tout moyen le titulaire. Un ordre de service mentionnant la date de reprise du marché est notifié dans les meilleurs délais au titulaire par l'École.

#### **Article 27.      Politique de sécurisation du site**

L'École a établi et met en œuvre une politique de sécurisation de son campus. Une clôture périmétrique ceint le campus.

L'ensemble des personnels présents sur le site est soumis au port d'un badge d'identification. Les modalités de port de ce badge sont définies par note de service de l'École.

Le titulaire est soumis à ces contraintes pour ses propres personnels, sous-traitants et co-traitants. Il transmet à l'École un listing exhaustif et actualisé des personnels intervenants ou susceptibles d'intervenir sur le site (nom, prénom, date et lieu de naissance).

Les intervenants ne peuvent accéder dans l'enceinte de l'école sans être muni d'une pièce d'identité et avoir au préalable obtenu un badge d'accès.

#### **Article 28.      Confidentialité**

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles les informations de quelque nature qu'elles soient dont il aura pu avoir connaissance dans le cadre du présent marché, soit sous forme verbale, soit sous forme écrite.

Le titulaire s'engage en particulier à observer la plus grande discrétion quant aux techniques, méthodes et procédés appartenant à l'Énap qu'il aura été amené à partager du fait de l'exécution du présent marché.

Le titulaire se porte garant de la bonne exécution desdites obligations de la confidentialité pour l'ensemble de ses collaborateurs ainsi que de ses sous-traitants et prestataires.

## **Article 29.      Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

### **29.1 Obligation du titulaire**

Conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire veille strictement à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses à l'occasion de l'exécution du présent marché, traitent de manière égale l'ensemble des convives ainsi que leurs collègues de travail et respectent la liberté de conscience et la dignité de chacun.

Le titulaire veille également à ce que toute autre personne ou société prestataire intervenant sur site respecte ces mêmes obligations.

### **29.2 Contrôle de ces obligations**

L'Énap se réserve le droit de contrôler, à tout moment et par tous moyens, que le titulaire a effectivement décliné le respect de ces principes et les promeut auprès de ses propres prestataires extérieurs intervenant sur site, dans le cadre d'informations formelles et ou de formations spécifiques, notamment auprès de son propre personnel.

### **29.3 Information de l'Énap en cas de non-respect de ces obligations**

En cas d'incident impliquant un ou plusieurs personnels du titulaire ou un ou plusieurs personnels de ses sous-traitants ou prestataires, le titulaire informe sans délai l'Énap de tout non-respect de ces principes dans le cadre de l'exécution du présent marché, ainsi que les mesures adaptées mises en œuvre par lui afin de faire cesser les manquements constatés.

### **29.4 Sanctions éventuelles en cas de non-respect de ces obligations**

Nonobstant une éventuelle plainte de l'Énap si les faits relèvent d'une infraction pénale, le titulaire peut être soumis à des pénalités spécifiques établies à l'article 11.2 du présent CCATP.

## **Article 30.      Exécution par défaut**

Dans le cas où le titulaire ne pourrait assurer l'une ou l'autre des prestations qui lui sont demandées, l'Énap se réserve le droit de faire assurer le service défaillant par un tiers prestataire, aux frais et risques du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés de son choix.

En cas de différence de prix au détriment de l'Énap, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier ne puisse émettre aucune réclamation.

La mise en œuvre de l'exécution par défaut n'est pas exclusive de l'application des modalités de pénalités ou de résiliation prévues dans le présent CCAP dans l'hypothèse où le titulaire serait à l'origine de la défaillance du service.

## **Article 31.      Droit à la langue**

La langue du présent marché est la langue française, applicable dans l'ensemble des échanges écrits et oraux avec les candidats et le titulaire.

## **Article 32.      Résiliation**

Conformément à l'article 49.1 du CCAG/Travaux, l'Énap peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci dans les différents cas de résiliation détaillés à l'article 50 du CCAG/travaux.

L'Énap peut notamment mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG/Travaux.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées au chapitre 7 du CCAG/Travaux, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

#### **Article 33. Règlement des litiges**

Tout différend survenant à l'occasion du présent marché est soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions de l'article 55 du CCAG/Travaux. En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les correspondances relatives à la consultation sont rédigées en français.

Le tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent pour connaître de l'objet du litige conformément à la législation en vigueur.

#### **Article 34. Dérogation au CCAG**

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG/ travaux.

Lu et approuvé

Le candidat

***Fin du cahier des clauses administratives particulières***